

PAGES DE GAUCHE

www.pagesdegauche.ch

Périodique indépendant
d'opinions socialistes

N° 173

Automne 2019



Genève, exposition de fusils brisés lors des événements du 09.11.1932 (Bibliothèque de Genève).

Page 4 **14 juin**

Retour sur un extraordinaire mouvement de grève féministe.

Page 5 **Italie**

Après la crise, quelles solutions s'offrent à la gauche?

Page 6 **Armée**

Les 30 ans de l'initiative du GSsA pour une Suisse sans armée.

Page 23 **Femmage**

Décès de Toni Morrison, incomparable voix de l'Amérique noire

Le dossier

Toute technique est politique

*Une technique n'induit pas en elle-même le contenu des transformations qu'elle va entraîner, tout comme elle ne peut être séparée de l'ensemble de la société dans laquelle elle se développe. Ce dossier tente d'approfondir ce sujet, et de rappeler que, d'un point de vue socialiste, l'utilisation de techniques devrait conduire à libérer du temps pour chacun·e, à rendre la société plus conviviale et les individus plus libres. **Page 9***

Une offre des Éditions Le Doubs

Depuis plus de 10 ans, les Éditions Le Doubs publient des petits volumes sur l'actualité politique suisse, et en particulier sur les objets soumis à votation. Elles ont par exemple publié des livres sur la naturalisation par les urnes, l'élection du Conseil fédéral par le peuple, l'initiative contre les minarets ou l'initiative de l'UDC contre la CEDH. Les volumes sont à chaque fois publiés en allemand et en français, et rassemblent quelques-uns des meilleur·e·s spécialistes de la question.

Andreas Gross en est l'une des chevilles ouvrières, et l'on reconnaît dans les titres parus certains de ses thèmes de recherche, en particulier tout ce qui touche au fonctionnement de la démocratie directe.

Dès cet automne, les Éditions Le Doubs offrent à tout·e nouvel·le abonné·e à *Pages de gauche* deux volumes de sa collection « **Service public** ». On en trouve la liste complète sur le site suivant : <http://www.andigross.ch/html/homeF.htm>

N'hésitez pas à inciter vos connaissances à s'abonner à *Pages de gauche* et à les faire profiter de cette offre !

Impressum

Abonnement annuel : Fr. 59.-
Abonnement de soutien : Fr. 150.-
Abonnement réduit
(AVS, AI, étudiant·e·s, chômeuse·s) : Fr. 49.-
CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat :

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction :

Antoine Chollet (AC), Mathieu Gasparini (MG), Gaétan Jeantet (GJ), Joakim Martins (JM), Bertil Munk (BM), Stéphanie Pache (SP), Émilie Pasquier (EP), Hervé Roquet (HR), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité :

Cora Antonioli, Umberto Bandiera, Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Dan Gallin, Claude Grimm, Anne Holenweg, Pascal Holenweg, Line Rouyet.

Maquette :

Marc Dubois, Graphisme éditorial, Lausanne

Secrétariat de rédaction et mise en page :

Gabriel Sidler, Lausanne

Webmaster :

Mathieu Gasparini, Lausanne

Dessins :

Christian Vullioud (Cévu)

Illustrations :

Série de photographies de Max Emile Jean Kettel documentant la fusillade du 9 novembre 1932 à Genève, mises à disposition par le département d'iconographie de la Bibliothèque de Genève.

Relecture :

Cora Antonioli et Yvan Thiéry

Impression :

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Chronique

Hong Kong :

où sont les progressistes ?

Depuis le 9 juin le territoire de Hong Kong connaît des manifestations très importantes contre un projet de loi portant sur l'extradition de prisonniers vers la Chine continentale. Comme Frank Hoffer le montre dans cet article écrit en août, cette lutte nous concerne toutes et tous.

Des milliers de personnes sont en train de se battre pour la liberté et la démocratie à Hong Kong. Elles s'opposent avec détermination, inventivité et courage à la montée d'un pouvoir autoritaire. Ces jeunes gens sont en train de se battre pour notre futur.

Le peuple de Hong Kong est pour nous une inspiration de première importance. Contre toute attente, il s'est soulevé. Le consensus silencieux de la gauche occidentale semble être de rester calme afin de ne pas provoquer la Chine. L'accès au marché chinois ou aux investissements chinois à l'étranger semble être devenu la plus haute valeur occidentale.

Voici des personnes qui se battent pour ce qui nous est le plus cher : la liberté, la justice et la démocratie. Elles ne sont pas téléguidées par le gouvernement américain, elles veulent simplement décider de leur propre avenir. Elles souhaitent un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Elles ont fait preuve d'une incroyable discipline et d'une remarquable intelligence tactique afin de conserver l'énergie du soulèvement tout en durcissant progressivement leur lutte.

Le gouvernement chinois interprète le silence occidental, non pas comme une retenue calculée afin de maintenir le dialogue ouvert et de permettre quelques améliorations dans les libertés civiles, mais pour ce qu'il signifie effectivement : l'apaisement au nom des affaires.

Les démocrates occidentaux doivent demander aux entreprises de cesser le « business as usual ». Le message qui doit être adressé aux autorités de Hong Kong et Pékin est que ce ne sont pas les manifestations, mais leur répression par le pouvoir qui mettrait l'économie hongkongaise en péril. Le monde de l'économie doit dire clairement et fortement que la conséquence d'une répression du mouvement décidée par les autorités serait un désinvestissement de sa part dans la région.

Les gouvernements européens doivent être clairs dans leurs discussions avec le gouvernement chinois quant aux inévitables conséquences économiques et diplomatiques si ce dernier n'écoute pas la voix des habitant·e·s de Hong Kong.

Des manifestations devraient être organisées dans les rues des villes européennes en solidarité avec le peuple de Hong Kong pour montrer que nous partageons leurs valeurs.

Et enfin, l'Europe devra offrir un asile sûr aux manifestant·e·s si le pire devait arriver.

Frank Hoffer
Chercheur associé à la Global Labour University et ancien fonctionnaire à l'OIT
(Texte rédigé le 16 août. Trad. : AC)

Une version longue de cet article se trouve sur notre site Internet.

Éditorial

Pas de quartiers pour l'UDC

80 ans après que l'idée a été imaginée par Victor Considérant, et 20 ans après que le premier pays (la Belgique) a commencé à l'utiliser, les élections fédérales de 1919 ont utilisé le système proportionnel, véritable révolution à cette époque. Après un long combat mené par le Parti socialiste, l'idée avait finalement été acceptée lors d'une initiative populaire en octobre 1918, par 66,8 % des votants (uniquement les hommes à l'époque). Une année plus tard, le système était utilisé pour les élections fédérales et le Parti socialiste doublait d'un seul coup sa délégation, passant de 20 parlementaires à 41 sans que le nombre de ses électeurs n'augmente significativement.

Depuis cette élection, le PS, puis l'ensemble de la gauche a toujours gagné entre un quart (les mauvaises années) et un tiers (les meilleures) des sièges au Conseil national. Le mode de scrutin majoritaire du Conseil des États l'a en revanche pendant longtemps clairement désavantagée. Ce n'est plus

le cas maintenant puisque la députation de la gauche lors de la législature qui se termine est très légèrement plus élevée dans la chambre haute (13 membres sur 46, soit 28 % des sièges) qu'au Conseil national (54 sur 200).

Le 20 octobre prochain, 100 ans après l'introduction du scrutin proportionnel, les citoyen·ne·s suisses sont appelés à renouveler leur parlement. L'enjeu cette année est double. Il consiste bien sûr à renforcer l'ensemble des partis de gauche afin de regagner des sièges au Conseil national et de s'approcher d'un rapport de force parlementaire plus favorable aux travailleuses·eurs, aux locataires, aux retraité·e·s, aux migrant·e·s, et à toutes les personnes en situation de faiblesse dans notre société.

Mais il y a pour ces élections 2019 un autre enjeu, qui ne dépend pas que du résultat de la gauche. Il s'agit de mettre fin à cette désastreuse expérience, totalement inédite, qui a vu un Conseil national où les

groupes UDC et PLR disposent à eux deux de la majorité (à une voix près). Nous nous en inquiétons avant les élections de 2015, et il faut bien admettre aujourd'hui que nos craintes étaient fondées. L'ampleur des dégâts pendant ces quatre ans rend cette situation intenable. Elle a montré d'une part que la droite reste diverse, malgré ses convergences profondes sur la plupart des sujets, et que les positions du PDC, des Verts libéraux et du PBD permettent parfois d'atténuer les votes de ses deux principales forces. Mais elle a aussi montré de manière éclatante qu'il suffisait de laisser la bride sur le cou des parlementaires PLR pour les voir se jeter dans les bras de l'UDC et suivre sa ligne ultralibérale, xénophobe et antisociale. Sur un nombre de plus en plus important de sujets, on se demande sérieusement ce qui distingue encore l'héritier du radicalisme de la fange udéciste.

La rédaction

Au sommaire de ce numéro

- | | |
|--|--|
| <p>3 Éditorial
Pas de quartier pour l'UDC</p> <p>4 Actualités
14 juin: une grève féministe qui fera date!</p> <p>5 Italie: une défaite assurée pour la gauche?</p> <p>6 Entretien avec Paolo Gilardi: trente ans après le vote de l'initiative du GSsA</p> <p>6 Le poing et la rose</p> <p>7 Entretien avec Nenad Stojanovic: comment choisir les juges du TF?</p> <p>8 Climat: le poil à Greta de l'écologie</p> <p>8 Climat: investir dans la décarbonisation</p> <p>9 Dossier
Techniques: Prométhée et l'imaginaire de la domination</p> <p>10 Politiser les techniques, une nécessité</p> <p>13 Libérer les logiciels</p> | <p>14 Entretien avec Anna Jobin: l'effet Google</p> <p>15 L'Europe contre les géants du web?</p> <p>16 La lourde matérialité du virtuel</p> <p>17 «Amazon Mechanical Turk», ou le stade suprême de l'exploitation</p> <p>18 Du contrôle social à l'ère numérique</p> <p>18 L'obscur miroir de Netflix</p> <p>19 Entretien avec Rudi Berli d'Uniterre: se réappropriier les technologies agricoles</p> <p>20 Conclusion: toute technique est politique</p> <p>20 Bibliographie</p> <p>21 Culture
Livres: politiser le malaise, entretien avec Émilie Martini et Olivier Voirol</p> <p>22 In Memoriam: Toni Morrison (1931-2019)</p> <p>23 Livres</p> |
|--|--|

14 juin

Une grève féministe qui fera date !

La grève féministe et des femmes du 14 juin 2019 a été historique. Jamais la Suisse n'a connu une mobilisation aussi massive : un demi-million de femmes* et d'hommes solidaires ont participé aux manifestations paralysant de fait de nombreuses villes pendant des heures.*

S'ajoutent des dizaines de milliers de femmes* et d'hommes solidaires qui ont participé la nuit et/ou la journée aux actions décentralisées, organisées un peu partout sur les lieux de travail, sur les lieux d'études, dans de nombreuses villes, dans des villages et des quartiers.

Cette participation massive est la preuve que les revendications féministes pour l'égalité dans les faits, contre toutes les discriminations de genre, contre les violences sexistes, homophobes et transphobes sont très largement partagées par la population et jouissent d'une énorme légitimité. Au-delà du nombre, qui a dépassé toutes les attentes, la participation a été très active : les pancartes et les slogans, les chansons et les actions ont été inventives, comme si les femmes* attendaient cette journée pour pouvoir enfin exprimer leur ras-le-bol.

Enthousiasme militant

Une grève féministe au pays de la paix du travail, qui cultive le partenariat social et qui se plaît à développer un syndicalisme de service, où les membres sont censés ne pas avoir envie de se mobiliser, n'était pas un pari gagné d'avance. L'idée a été lancée lors du Congrès des femmes de l'Union syndicale suisse de janvier 2018. Elle a été adoptée à l'unanimité et avec un enthousiasme qui ne s'est jamais démenti. Les Assises romandes « Vers une grève féministe ? » du 2 juin 2018 ont été un succès. Les réunions des collectifs, dans tous les cantons, ont réuni de plus en plus de monde. Les rencontres avec les militantes qui avaient organisé la grève du 14 juin 1991 ont suscité un énorme intérêt et ont permis de

créer une solidarité intergénérationnelle. Les militantes plus âgées ont été enthousiasmées par la nouvelle génération, qui, pour sa part, a été inspirée par l'ancienne et s'est réappropriée en quelques mois l'histoire du mouvement de libération des femmes en Suisse, une histoire qu'on ne leur raconte pas à l'école. À plusieurs reprises, et en différents endroits, des conférences ont été organisées avec des camarades de la grève féministe espagnole : leur expérience a été déterminante pour nous donner le courage et les outils nécessaires pour organiser cette grève. Nous l'avons réinventée en tenant compte de la réalité de la vie des femmes*. Elle s'est libérée du double corset de la paix du travail et de la paix des ménages.

Le mouvement a grandi de jour en jour, malgré les tentatives de le déstabiliser. Celles-ci sont venues de toutes parts : des partis de droite qui ont voulu décrédibiliser la grève en affirmant qu'elle était de gauche ; des patron-ne-s qui ont voulu instiller la peur car le seul mot de grève est excessif dans leur vision despotique de l'entreprise ; des masculinistes qui ont essayé de monopoliser la parole publique en se lamentant d'avoir été exclus. Mais aussi de certains camarades pour qui une « vraie » grève ne pourrait être qu'une grève « générale », s'adressant aux « travailleurs » et menée par des hommes.

Et maintenant ?

Après le succès du 14 juin, l'idée qui prévaut au sein des collectifs est que la grève a été le début d'une mobilisation qui va durer. Le 24 août dernier, une rencontre de la Coordination nationale a réuni 80 activistes,

représentant quasiment tous les collectifs. Un Agenda féministe a été élaboré et sera discuté dans les collectifs locaux. Parmi les objectifs, une nouvelle grande mobilisation en 2020, probablement le 8 mars, journée internationale pour les droits des femmes. Un appel international à une grève féministe de deux heures est en cours d'élaboration et la 5^e édition de la Marche mondiale des femmes sera lancée ce jour-là.

Il reste encore des questions de fond à traiter. Parmi celles-ci, il y a les retraites. Au-delà du refus de la hausse de l'âge de la retraite, on s'interroge sur l'inadéquation du système des trois piliers par rapport aux parcours de vie des femmes*, mais aussi sur l'injonction à travailler toujours plus longtemps et sur la notion même de « travail » qui ne prend toujours pas en compte le travail domestique, éducatif et de soins nécessaire à reproduire nos vies.

Une autre question est celle des orientations sexuelles et des identités de genre, dans une société qui reste hétéronormée et figée dans la binarité d'un sexe masculin ou féminin exclusif. Les collectifs prévoient de nouvelles mobilisations pour intensifier la lutte contre les féminicides, la violence sexiste et LGBTIQ-phobie et contre le harcèlement sexuel sous toutes ces formes. Enfin, une rencontre romande est prévue avec les grévistes pour le climat pour approfondir les liens entre les deux mouvements. Les collectifs ont donc du pain sur la planche et aucune envie de s'arrêter !

*Michela Bovolenta
Secrétaire centrale du SSP*

** toute personne qui n'est pas un homme cisgenre (soit un homme qui se reconnaît dans le genre qui lui a été assigné à la naissance).*

Italie

Une défaite assurée pour la gauche ?

Le 8 août, le ministre de l'Intérieur Matteo Salvini a provoqué la première crise du gouvernement de coalition formé l'année passée. Mais l'issue de cette tentative maladroite de prise de pouvoir salvinienne a été la formation d'un nouveau gouvernement entre le Mouvement 5-étoiles (M5S) et les ennemis jurés de ce dernier, le Parti démocratique (PD), et le retour de la Ligue dans l'opposition.

Cette séquence a provoqué quelques résultats étonnants. Tout d'abord, le Président du Conseil, personnage inconnu de la plupart des Italien-ne-s avant son discours de démission au Sénat, semble être devenu soudain le nouveau héros de la politique nationale. Ensuite, le PD a été prêt à tout afin d'éviter des élections anticipées, même à gouverner dans une situation extrêmement délicate pour lui. Enfin, Salvini semble un peu perdu face aux conséquences de ses actions de la mi-août, et hésite entre boudier un peu et organiser une marche sur Rome.

Quelles conséquences ?

Pourtant il serait préférable pour la gauche d'attendre avant de se féliciter d'avoir repoussé la Ligue dans l'opposition ou de vanter la solidité des institutions italiennes. Le nouveau gouvernement se trouvera face à une série de défis qui risquent de le rendre fortement impopulaire.

L'action de l'exécutif devrait porter essentiellement sur des mesures visant à détruire tout ce que la précédente coalition a mis en place. De plus, celui-ci devra se charger de mettre en place une série de mesures économiques, dont la présentation du budget, ce qui va probablement amener à une augmentation des impôts et des taxes pour respecter les directives de la Commission européenne. Dans le cas contraire, une augmentation automatique de la TVA pourrait avoir lieu.

Bref, avant de pouvoir mettre en place le moindre programme politique, le nouveau gouvernement devra tâcher de défaire les politiques mises en place par la Ligue et tenter de réparer les dégâts faits par Salvini, tout en préparant les prochaines élections. Ceci semble être le terrain parfait pour une victoire de l'extrême droite fasciste aux prochaines élections.

Quel programme ?

Il semble nécessaire aujourd'hui de soutenir ce gouvernement, moins pour sa valeur intrinsèque que pour sa capacité à protéger les institutions italiennes d'une prise de pouvoir fasciste. L'avantage de la situation de totale désorganisation de la gauche italienne actuelle est que beaucoup de choses peuvent encore être faites. Voici quelques suggestions.

En premier lieu, il faut retourner occuper les rues. Ceci avant que la Ligue et Fratelli d'Italia (un petit parti d'extrême droite se revendiquant de l'héritage de Mussolini) n'apprennent à leurs militant-e-s la signification du mot « manifestation ». Profitons du fait que Salvini ne soit plus ministre de l'intérieur pour demander un démantèlement immédiat des mesures anti-migratoires. Il est insupportable de laisser des êtres humains mourir chaque jour dans la Méditerranée.

Ensuite, un soutien international de la gauche est nécessaire afin d'occuper le plus possible l'espace public. Il faut rappeler l'importance de sauver les

migrant-e-s en Méditerranée, contester l'existence de camps de torture en Libye et s'opposer à toute forme de fascisme, que ce soit en Italie ou ailleurs.

Enfin, il faut s'attaquer aux fondements de la Ligue et du M5S. Si leur force réside dans le fait de donner une impression de proximité entre les gouvernant-e-s et les gouverné-e-s, il faut que les classes populaires se réorganisent. Et il faut rappeler aux Italien-ne-s que le véritable pouvoir populaire provient de la force de l'action collective, non de la soumission à un *Duce*.

En synthèse, maintenant plus que jamais il est nécessaire de s'emparer du terrain politique et de le faire constamment. Occuper l'espace public, les rues, les médias, les réseaux sociaux signifie réduire l'espace à disposition de la Ligue. La pire des choses à faire pour la gauche syndicale, associative, intellectuelle et culturelle serait d'attendre en espérant que le danger fasciste disparaisse comme par magie d'ici les prochaines élections. Ce n'est qu'en le combattant pied à pied, et pas seulement depuis le gouvernement, qu'il sera possible de le faire reculer.

Emma Sofia Lunghi



Genève, lendemains de la fusillade du 9 novembre 1932 : passants examinant un fragment d'os d'une victime (Bibliothèque de Genève).

Armée

Trente ans après le vote

Le 26 novembre 1989, la Suisse vote sur la proposition de supprimer son armée. Récoltée par le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA), cette initiative reçoit un appui inespéré avec plus de 36 % de oui et une majorité dans deux cantons (Genève et Jura). Pour mieux saisir l'ampleur de ce scrutin, nous nous sommes entretenue·s avec Paolo Gilardi, porte-parole du GSsA à l'époque, et comme il le dit lui-même, « insoumis de toujours et pour toujours ».

Alors que l'initiative a été refusée, pourquoi parler de victoire à son égard ?

Cela a été bien plus qu'une victoire, ce 26 novembre 1989 a été un tremblement de terre ! Il faut regarder le message du Conseil fédéral du 25 mai 1988 pour s'en convaincre. Pour argumenter son refus de l'initiative, il fait sien un mot d'esprit commun et affirme sans détour : « la Suisse n'a pas d'armée, la Suisse est une armée ». Tout ce qui est contre l'armée est par conséquent traître potentiel à la patrie. En janvier 1989, Kaspar Villiger (conseiller fédéral en charge du département militaire fédéral) affirme que 18 %

de oui serait une catastrophe. Le jour du vote, ils sont totalement désemparés. Plus d'un million de citoyen-ne-s suisses soutiennent l'abolition de l'armée. Dans un pays où « la Suisse est une armée », voilà plus d'un million de traîtres-ses potentiel-le-s.

Ce tremblement de terre s'est-il directement matérialisé ?

Très clairement. Le soir de la votation, des manifestations sauvages sont apparues. À la gare de Genève par exemple, des milliers de personnes étaient sorties pour empêcher le départ des trains qui ramenaient les recrues en caserne. Il y a des images saisissantes de gens qui se couchaient sur les voies.

La légitimité du pouvoir absolu de l'armée a perdu à ce moment beaucoup de sa force. Alors que pendant les discours officiels, les soldats se tenaient toujours bien comme il faut au garde-à-vous, ils commençaient à désobéir comme jamais les jours après la votation.

L'idée du citoyen soldat s'effondrait : pour être citoyen, un homme n'avait plus besoin d'être soldat. Un véritable bouleversement !

Ce bouleversement a-t-il vraiment permis une « amélioration » de l'armée ?

Avant, c'était simple, en tant qu'antimilitariste il y avait deux choix : faire l'armée ou aller en prison. L'introduction du service civil est la principale réussite de l'initiative de 1989. Chaque année, des centaines de jeunes garçons se retrouvaient en prison pendant douze, seize, dix-huit mois au même titre que des coupables de droit commun. Tout ça

juste parce qu'ils refusaient de se soumettre aux ordres, coupables de ne pas vouloir apprendre à devenir des tueurs.

Cependant, le GSsA ne doit pas non plus s'attribuer trop de mérite. Du point de vue économique, une partie de la bourgeoisie suisse considérait l'armée suisse comme une institution obsolète, à réformer. Chaque année, des centaines de milliers d'hommes devaient servir sous les drapeaux, privant les entreprises d'une partie de la main-d'œuvre. L'appareil de production helvétique fonctionnait comme ça, avec en contrepartie une stabilité quasi-garantie. Mais la concurrence internationale a joué son rôle : chaque minute compte. Il y avait donc un intérêt à réduire l'effectif de l'armée. On est passé en l'espace de deux décennies, de 620'000 à 120'000 personnes. Le service civil est de son côté apparu, donnant une alternative au service militaire. Et même s'il est régulièrement attaqué, il est désormais assimilé dans notre société.

Quelles sont les perspectives actuelles des luttes antimilitaristes ?

Malgré la défaite sur les FA-18 de 1993, et celle de 2001 sur la deuxième initiative pour la suppression de l'armée, le GSsA garde ce que la bourgeoisie appellerait une capacité de nuisance majeure.

Les combats du GSsA sont divers. Actuellement, c'est surtout une opposition ferme aux exportations d'armes, mais la défense du service civil redevient urgente : les menaces de restriction à son égard sont fortes.

Il est aussi urgent de relancer des mobilisations d'ampleur à l'échelle internationale contre la course aux armements. Alors que le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est devenu réalité grâce aux pressions de la rue contre les euromissiles au début des années 1980, Trump et Poutine ont décidé de le mettre à la poubelle. Il faut désarmer les pouvoirs, ou alors il y a de quoi s'inquiéter. Nous avons besoin de relancer une campagne large pour le désarmement.

*Propos recueillis par
Bertil Munk*

LE POING



L'objectif du PS pour les élections d'octobre serait de renverser la majorité UDC-PLR au Conseil national. Voilà donc que la présidente de sa section vaudoise, **Jessica Jaccoud**, crée un blog bipartisan avec le libéral genevois Murat Adler. Un coup de pub personnel prévaudrait sur la stratégie nationale ? Les camarades apprécieront.

LA ROSE



Alors que chaque année des milliers de personnes finissent noyées en essayant de traverser la Méditerranée, les capitaines de bateaux de sauvetage de l'ONG Sea Watch **Carola Rackete et Pia Klemp** nous rappellent qu'il reste toujours possible d'agir face au cynisme des États européens qui ferment les yeux sur ce désastre, et que la solidarité pratique implique parfois d'oser s'opposer à une criminelle légalité.

Suisse

Comment choisir les juges du TF ?

Une initiative populaire propose de tirer au sort les juges fédéraux parmi un collège désigné par une commission d'expert·e·s. Nenad Stojanovic, l'un des membres du comité d'initiative et ancien député PS du canton du Tessin, défend ce texte qui pose plusieurs questions délicates.

À quel(s) problème(s) veut répondre l'initiative ?

Aujourd'hui l'indépendance des juges du Tribunal fédéral, et donc le principe même de la séparation des pouvoirs, est sérieusement compromise parce que les juges sont *de facto* élu·e·s par des partis et parce que le Parlement doit les reconfrmer tous les six ans. C'est de là que découle, notamment, l'obligation pour les juges de verser de l'argent au parti auquel ils et elles appartiennent. C'est en 1953 que le dernier juge indépendant, membre d'aucun parti, a été élu.

Qui l'a lancée ?

Elle a été lancée par la Fondation pour les procès équitables, présidée par Monsieur Adrian Gasser. J'ai été le dernier à adhérer au Comité d'initiative : on m'a approché en raison de mon intérêt scientifique pour le tirage au sort.

Pourquoi avoir recours au tirage au sort, quelles en sont les finalités ?

C'est une méthode de sélection très démocratique car elle respecte, mieux que les élections, le principe d'égalité qui devrait être au cœur de tout système démocratique : chaque participant·e a exactement la même probabilité d'être choisi·e. Dans notre cas, les participant·e·s sont les personnes qui ont les compétences pour travailler au Tribunal fédéral. Ces compétences seront évaluées par une commission spécialisée composée par des expert·e·s. En outre, le tirage au sort, par sa nature même, fait que les différentes catégories de personnes qu'on trouve parmi les candidat·e·s participant au tirage – notamment en ce qui

concerne le genre, l'âge et la sensibilité politique – seront représentées, plus ou moins dans les mêmes proportions, au Tribunal fédéral.

Qui peut assurer que la « commission spécialisée » sera impartiale ? Quelle devrait être sa composition (notamment le nombre de ses membres) pour que ce soit le cas ?

Le texte de l'initiative précise juste que la commission sera nommée par le Conseil fédéral pour une période non renouvelable de 12 ans. Tous les autres détails – notamment le nombre de ses membres – devront être réglés au niveau de la loi. À mon avis, il faut viser un nombre entre 9 et 13. L'impartialité totale ne peut jamais être garantie mais ce qui est sûr c'est que cette commission sera plus impartiale que l'actuelle commission parlementaire, composée de politicien·ne·s. Et surtout, le tirage au sort introduit une dose d'incertitude qui réduit sensiblement toute tentative de manipulation. Par ailleurs, il a été déjà utilisé dans le passé en Suisse, par exemple à Glaris, Bâle ou Genève, justement pour combattre la corruption et le monopole de certaines familles sur la vie politique de la communauté.

Comment déterminer les « critères objectifs d'aptitude professionnelle et personnelle » indiqués par le texte de l'initiative ? Est-ce à dire que la fonction de juge au TF serait apolitique ?

C'est à la loi de préciser ces critères. J'imagine, par exemple, que les études en droit, voire un doctorat, devraient être une condition *sine qua non*. La

fonction de juge n'est pas apolitique. Il est très important que les différentes sensibilités politiques soient présentes au tribunal. C'est par ailleurs l'argument principal des adversaires de l'initiative. Mais ils se trompent : le tirage au sort permet de mieux réaliser cet idéal. Car actuellement les partis principaux, qui ont le soutien d'environ 40 % des Suisses ayant le droit de vote, ont le monopole total sur l'attribution des sièges. L'UDC par exemple a vu sa présence au Tribunal fédéral augmenter d'environ 10 % en 1998 à 29 % en 2013 (11 juges sur 38). Mais l'UDC jouit du soutien de seulement 14 % des Suisses·ses avec le droit de vote !

De plus, l'UDC a récemment menacé publiquement de ne pas réélire l'un de « ses » juges, Yves Donzallaz, parce qu'il a voté contre l'avis (ou les consignes ?) de son parti dans une affaire concernant l'UBS. Or, s'ils ont osé communiquer publiquement une menace pareille, je n'ose pas imaginer ce qui se passe dans les coulisses ! Bref, la situation est scandaleuse.

Dans une telle situation, et dans un monde normal, c'est la gauche qui aurait dû lancer, ou au moins soutenir, une initiative de ce genre. Ma crainte est qu'elle ne le fait pas car ce sont surtout le PS et les Verts qui ont besoin de l'argent des juges. J'ai de la compréhension pour la nécessité de trouver des ressources pour pouvoir financer ses actions politiques. Mais alors, il faut se battre pour demander un financement public des partis, au lieu de faire front commun avec la droite en défendent le système actuel dont une certaine droite, qui n'a certainement pas besoin de l'argent des juges, profite politiquement.

*Propos recueillis par
Antoine Chollet*

Climat

Le poil à Greta de l'écologie

Dans le discours de Greta Thunberg, on aimerait parfois que l'alternative éco-socialiste prenne plus de place. Qu'on comprenne que la bifurcation de l'histoire n'est pas celle de la disparition de la planète mais celle de l'humanité. Et plutôt que de parler d'un système, que le capitalisme soit clairement désigné comme principale cause de la destruction de notre habitat, de la dégradation des ressources naturelles et de l'accroissement des inégalités.

Mais on ne peut pas tout demander et attendre de cette jeune activiste. En outre contrairement à d'autres savanturiers·ères qui se déplacent en hélicoptère, Greta Thun-

berg prend plutôt le train ou le bateau. Elle parle plus de l'humanité que de sauver la Terre, ne tient pas de discours apocalyptique ou ne développe pas de théories malthusiennes.

Une voix originale

Alors bien sûr on peut s'interroger sur l'entreprise médiatique autour de cette jeune femme. On peut s'étonner que son message soit applaudi au WEF de Davos, par le Pape ou lors des désespérantes conférences TEDx. La mise en scène autour de son arrivée à New-York en bateau pour participer, à l'invitation du secrétaire général de l'ONU António Guterres, à la prochaine Assemblée Géné-

rale et au Sommet Action Climat est risible. Cela parachève d'ailleurs une tournée allant du parlement britannique à l'Assemblée nationale française, ou un sommet des jeunes à Lausanne en compagnie du Prix Nobel vaudois Jacques Dubochet.

Greta Thunberg a malgré tout réussi à développer une voix originale en faveur du climat, et a donné l'exemple ou montré à d'autres jeunes pour comment s'organiser. Quand on dresse la liste de celles et ceux qui ont pris position contre Greta Thunberg ou ont moqué sa personne (dans le désordre, Sarkozy, Salvini, Le Pen, Onfray, Freysinger, etc.) cela ne peut que contribuer à la rendre sympathique et à renforcer la lutte pour une justice climatique. Car si son message déplaît tant aux réactionnaires, c'est surtout que toute idée de justice, de solidarité et de mouvement social transnational leur fait peur.

Mathieu Gasparini

Climat

Investir dans la décarbonisation

Le Parti socialiste suisse a présenté au début de l'état son «Plan Marshall pour le climat». Sur le plan de la communication, autant le dire tout de suite, le titre est mal choisi. La référence au «Plan Marshall» – qui, loin d'être un *New Deal* européen, était une initiative impérialiste états-unienne combattue à l'époque par les socialistes européens – est malheureuse, et surtout ne rend pas justice à ce que le PS Suisse propose.

Il vaut en effet la peine de s'arrêter un peu en détail sur les 40 mesures que comprend le plan socialiste. Les propositions sont groupées en différentes thématiques (transport terrestre, transport aérien, bâtiments, industrie, agriculture, production d'énergie renouvelable, recherche et développement). On y trouve des propositions qui ne sont pas particulièrement révo-

lutionnaires (taxe sur les transports aériens, fiscalité du kérosène, augmentation de la taxe sur les combustibles des bâtiments avec redistribution à la population, généralisation des compléments alimentaires pour les vaches), et d'autres mesures nettement plus volontaires (interdiction des moteurs thermiques à l'horizon 2035, investissements massifs dans les technologies de captage du CO₂ ou de stockage d'énergie).

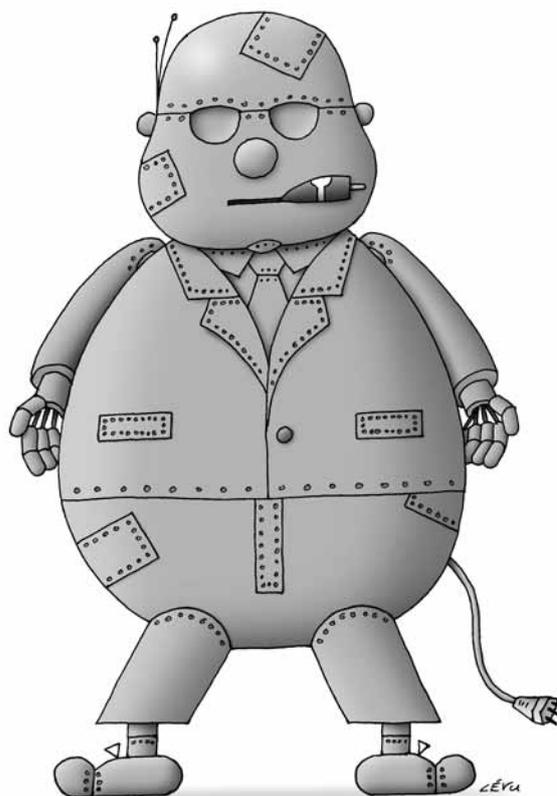
Un paquet de mesures

S'il fallait résumer la proposition socialiste, on peut en tirer deux grands axes. Le premier est qu'il est possible de sortir rapidement des énergies fossiles, car la technologie est suffisamment avancée, surtout en matière de transports, de bâtiments et de production d'électricité, et sans qu'il soit nécessaire de recourir

au nucléaire. Le deuxième est que la transition ne se fera pas sans investissements publics massifs. Le paquet de mesures du PS Suisse contient donc la proposition de constitution d'une banque du climat, avec levée de fonds pour des projets en faveur du climat, et propose la régulation (enfin) le secteur financier.

Les propositions socialistes ne surprennent peut-être pas, mais il est toujours bon de rappeler que «l'urgence climatique» appelle une réponse réellement politique, avec des investissements massifs, pilotés par l'État et qui ne pèsent pas sur les plus modestes – on pense ici par exemple aux propositions de renforcement de la protection des locataires pour éviter que les mesures d'assainissement des bâtiments soient reportées sur les loyers.

Arnaud Thiéry



Prométhée et l'imaginaire de la domination

« La technique décide de tout ». Telle était une des devises que Staline mobilisait dans les années 1930 pour mettre en évidence l'image du progrès infini de la machine et de l'ingénieur·e comme figure centrale de la transformation de la Russie. Dès l'Antiquité grecque, le mythe de Prométhée, celui qui vola le feu aux dieux pour le donner aux êtres humains met en évidence l'idéal de domination de la « Nature ». Cette domination s'est toujours faite au moyen de la technique, en considérant et valorisant cette dernière comme une fin.

Pour ce dossier, Pages de gauche ne propose pas de faire le procès du stalinisme ou de Zeus, mais plutôt de démêler les questions liées à la technique, aux technologies, à l'innovation et au progrès. Ces notions ne sont pas interchangeables et sont souvent utilisées à tort.

L'objectif de ce dossier, outre ce travail de clarification, consiste à mettre en évidence notre relation à la technique. Le développement capitaliste, guidé par la notion de progrès, a imposé un développement hétéronome

des technologies. Celui-ci couplé à la révolution thermo-industrielle a fait que pour la première fois, au cours du XX^e siècle, les activités humaines sont devenues une force géologique planétaire capable de transformer l'environnement à un rythme sans précédent. Le paradigme dominant est celui où la rationalité économique est seule prise en compte, et la raison éco-sociale complètement exclue.

Les auteur·e·s mobilisé·e·s dans ce dossier, en particulier Gorz, Illich, Castoriadis et Haraway, montrent que la technique associée au capitalisme a une action destructrice sur la démocratie. Par exemple, concernant l'énergie nucléaire, condensé de l'imaginaire techniciste capitaliste, Gorz démontre magistralement qu'elle ne peut que reposer sur une gestion centralisée et autoritaire. En mettant au centre de leur réflexion celle de l'autonomie, tou·te·s ces auteur·e·s posent la question, comme Pages de gauche le fait dans ce dossier, du lien entre la démocratie et la technique et de la capacité citoyenne à se réapproprier les techniques.

Politiser les techniques, une nécessité

Les techniques sont politiques. Elles ne peuvent pas être neutres, car elles font partie intégrante des relations de pouvoir organisant les sociétés et le quotidien de milliards d'êtres humains. L'histoire du capitalisme ayant toujours été intimement liée à l'histoire des « progrès » techniques, la gauche ne peut faire l'économie d'un positionnement politique face à celles-ci.

DOSSIER La machine à vapeur, le travail à la chaîne, le *smartphone* ou encore le moteur de recherche : chacune de ces inventions a profondément affecté l'organisation sociale et économique du capitalisme. Mais au-delà de ce constat simple, qu'est-ce que la technique et comment la penser politiquement ?

À un niveau très général, elle peut se définir comme « l'ensemble de procédés métho-

diques, fondés sur des connaissances scientifiques et destinés à obtenir un résultat ». Le terme de technologie lui, par anglicisme, est souvent utilisé pour signifier les techniques de pointes, tout particulièrement celles liées au numérique et à l'informatique.

Prendre du recul

Cet article a pour but de prendre du recul et (re)commencer à élaborer une position de gauche sur les techniques et particulièrement celles liées au numérique (étant donné leur importance actuelle). Cette élaboration nous semble nécessaire face au vide théorique existant et au besoin de dépasser l'antagonisme entre d'un côté, une technophobie romantisant le rapport de l'être humain à la nature, et de l'autre côté la foi aveugle dans un progrès technique qui sauvera l'humanité par la croissance, la voiture électrique ou l'intelligence artificielle.

Le contexte actuel déborde de thèmes à la fois politique et technique pour lesquels aucune position de gauche ne semble émerger : débat sur la 5G en Suisse, sanctions contre Huawei aux USA, création d'une cryptomonnaie à Genève par Facebook, et reconnaissance toujours plus grande de la nature addictive des réseaux sociaux, du *smartphone* ou simplement de YouTube. Face aux questions sociales et politiques que ces thèmes soulèvent : comment se repérer ?

Ambivalences

Nous proposons, pour commencer, d'affirmer avec quelques penseurs des techniques comme

Simondon, Ellul et Castoriadis (ci-dessous) que la technique n'est simplement pas concevable en dehors de la société, car elle en est un élément constitutif. Il en découle que les techniques ne sont ni neutres, bonnes ou mauvaises, mais des éléments ambivalents d'assemblages complexes où humains, connaissances, matières et formes de vie se retrouvent liés.

Ceci nous conduit à nous débarrasser de l'idée reçue très répandue selon laquelle « on n'arrête pas le progrès (technique) », puisque ce pseudo-constat ne tient simplement pas une fois que le progrès technique est pensé comme intimement imbriqué dans un assemblage social qui participe à lui donner forme et qui peut être changé. Cette qualité d'assemblage implique que ce n'est jamais « la » technique qui peut-être évaluée dans son ensemble d'un point de vue politique, mais une technique particulière en tant qu'élément ayant des effets au sein d'un assemblage particulier.

Une évaluation politique

L'évaluation critique et politique de ces effets constitue le point de départ nécessaire pour (re)politiser les questions techniques et en reprendre le contrôle démocratiquement et collectivement. Cependant affirmer que les techniques sont toujours à comprendre dans la particularité de leurs caractéristiques et de leurs effets ne suffit pas à faire émerger une position politique. À cette fin nous proposons trois principes clés permettant de guider une réflexion politique de gauche sur les techniques.

Premièrement, le principe de vigilance face aux relations de domination. Chaque technique affectant de près ou de loin les relations humaines, il est nécessaire de systématiquement s'intéresser à l'impact réel et potentiel des techniques sur les relations de domination déjà existantes. Ainsi l'impact

Ivan Illich (1926-2002)

Dans les écrits d'Ivan Illich, la question de la technique est principalement traitée par le biais de l'étude des différents *outils* (entendus dans un sens très large, allant de la perceuse à la médecine institutionnelle ou au réseau routier), qui nécessitent pour chacun leur évaluation propre en fonction de critères spécifiques. S'il critique le mode de production industrielle et l'impératif de « développement » imposé aux pays du Sud, c'est en refusant pour autant de se limiter à une défense du *statu quo* face à la généralisation de la technique capitaliste : les progrès de la science et les innovations techniques lui paraissent simplement devoir être jugés en fonction de critères humains, dans l'espoir « d'éliminer l'esclavage de l'homme à l'égard de l'homme, sans pour autant l'asservir à la machine ».

Les critères qu'il propose pour juger de la désirabilité d'un outil peuvent être résumés dans une courte définition de ce qu'il nomme l'outil convivial : « il est générateur d'efficacité sans dégrader l'autonomie personnelle, il ne suscite ni esclaves ni maîtres, il élargit le rayon d'action personnel ». Ces principes généraux sont complétés et affinés par l'analyse qu'il propose des *seuils* de nocivité au-delà desquels la généralisation et l'institutionnalisation de l'usage d'un outil finissent par se retourner contre ses fins initiales et à le rendre contre-productif, analyse dont tout automobiliste ayant une fois tenté de quitter le centre d'une grande ville en fin d'après-midi appréciera nerveusement la validité. GS

des techniques sur les relations de genre, de classe et de race est à analyser politiquement. Un exemple négatif existe déjà dans les algorithmes de classement d'information qui souvent renforcent les discriminations de genres et les discriminations raciales. Un contre-exemple positif de technique ayant profité aux dominées peut être vu dans les techniques de contraception qui ont directement contribué à atténuer la domination masculine sur la sexualité des femmes.

Deuxièmement, le principe de la captation sociale du gain en productivité (ou en efficacité) dû aux améliorations techniques. Il s'agit avec ce principe d'affirmer la priorité du collectif sur le privé quant à la valeur ajoutée dégagée par l'utilisation de nouvelles techniques. Cela se justifie facilement, car la technique est toujours produite socialement au sein d'un assemblage

de connaissances, de gens et d'objet. Il n'y a donc jamais eu d'inventeur ou d'entreprise qui indépendamment de tout a produit une nouvelle technique.

La justification pour la captation privée des profits dus aux nouvelles techniques ne tient donc pas. Symétriquement, les individus directement pénalisés par la mise en place d'une nouvelle technologie doivent pouvoir bénéficier d'un soutien public. Exemple : l'automatisation et le remplacement des caissières-iers par des machines. La majeure partie des économies réalisées par ce biais doivent être taxées et les personnes négativement affectées par les évolutions technologiques (par exemple les personnes remplacées par les caisses automatiques) doivent être soutenues par la collectivité.

Troisièmement, le principe d'émancipation. Les techniques

générant aliénation, dépendance ou renforçant les formes de contrôle institutionnalisées doivent être combattues comme hostiles à la vision émancipatrice défendue traditionnellement par la gauche. Inversement, les techniques favorisant la collaboration horizontale, l'action et l'émancipation doivent être soutenues. Comme exemple positif, nous pouvons penser aux techniques développées dans le cadre du mouvement du logiciel libre. Comme exemple négatif, nous pensons par exemple à

(suite en page 12)

Cornélius Castoriadis (1922-1997)

Castoriadis n'a consacré qu'un seul texte à la question de la technique. Publié en 1973 comme notice dans l'*Encyclopedia Universalis*, il a ensuite été réédité dans *Les carrefours du labyrinthe*. Dans ce texte dense qui retrace l'histoire de l'idée de technique de l'Antiquité à la période contemporaine, Castoriadis cherche à se distancer de trois conceptions répandues de la technique. La première postule que la technique accompagne nécessairement le développement et le progrès de l'humanité. La deuxième, strictement symétrique, voit dans la technique un génie maléfique qui s'autonomise et finit par dévorer cette même humanité. Enfin, la troisième affirme que la technique n'est ni bonne ni mauvaise, mais qu'elle est neutre et que ses effets ne dépendent que de l'utilisation qu'on en fait.

Ces trois approches lui semblent également critiquables car elles placent la technique en dehors de la société, comme un simple moyen mis au service de fins décidées ailleurs et sans rapport avec une technique particulière. Or Castoriadis rappelle que, tout au contraire, technique et société sont totalement imbriquées. Ce que l'on nomme « technique » n'est qu'une partie de l'institution globale d'une société particulière et elle lui est liée par tous ses aspects. Penser pouvoir utiliser la technologie inventée et développée par les sociétés capitalistes dans une société socialiste, comme le rêvait Lénine, n'est ainsi qu'une idée absurde, qui suppose de séparer radicalement moyens et fins.

Cela ne signifie nullement que la société socialiste que Castoriadis appelle de ses vœux rejettera toute technique (idée littéralement privée de sens), ou qu'il s'agirait de revenir à d'anciennes technologies. Si la machine à vapeur est, comme l'avait dit Marx, un concentré du capitalisme, ce n'est pas en revenant à la charrue que le socialisme s'édifiera. Castoriadis rappelle simplement qu'une société socialiste et démocratique devra décider lucidement des technologies qu'elle souhaite développer et en assurer un contrôle collectif et public. AC



Genève, soldat montrant son casque mis à mal pendant les événements du 09.11.1932 (Bibliothèque de Genève).

André Gorz (1923-2007)

On peut, schématiquement, distinguer deux Gorz sur la question de la technique. Le premier est celui qui s'inspire très largement d'Ivan Illich, lu dès la fin des années 1960 et auquel il rend visite au Mexique en 1974. Cette rencontre correspond au moment où Gorz élabore sa pensée de l'écologie, et la critique de la médecine ou de l'école par Illich trouve en lui un lecteur convaincu. La critique des différentes technologies utilisées par le capitalisme, notamment la voiture individuelle, y est portée à son maximum. Puis, dans un second temps, dès le début des années 1980, Gorz distingue ce qu'il nomme des « technologies-verrou » et des « technologies-carrefour ». Si les premières sont forcément asservissantes, les secondes peuvent servir la convivialité comme la domination (il prend comme exemples les ordinateurs ou les télécommunications). Pour Gorz, il existe donc des technologies intrinsèquement négatives, comme le nucléaire, et d'autres qui peuvent être désirables, mais il n'y a pas de technologie bonne en soi. Comme il le dira dans un entretien de 1990, « la libération ne peut résulter d'une technique ». Cette conception très modérément optimiste trouve son expression la plus systématique dans le dernier livre de Gorz, *L'immatériel*, publié en 2003 et consacré à Internet et aux *hackers*. AC

(suite de la page 11)

l'immense rétention de données privées par Google, Facebook, Amazon, etc., dans le but d'augmenter notre consommation, notre temps de cerveau disponible ou notre dépendance à leurs produits.

Ces quelques principes proposés ici comme aide au positionnement politique ne suffisent évidemment pas à définir une pratique et un positionnement politique de gauche face aux techniques. Il reste plus que nécessaire que l'État et la société civile s'engagent davantage dans l'éducation et la formation quant aux techniques. Cela, non dans le but d'une meilleure adaptation aux besoins de l'industrie, mais dans le but d'être capable de rester libre et maître des

techniques qui font notre quotidien. Le *hacking* pourrait être enseigné par exemple comme moyen d'autodéfense et de prise de conscience des enjeux politiques du numérique.

Nous souhaitons aller plus loin et oser imaginer un mouvement collectif capable de créer, de détourner, de bidouiller et de s'appropriier les techniques numériques qui pénètrent nos quotidiens. C'est un enjeu politique que de développer une technique émancipatrice, au service de la collectivité et des citoyen-ne-s et non d'être des humains au service des techniques. La gauche ne peut se permettre de passer à côté de ce défi.

Hervé Roquet

Donna Haraway (1944)

Donna Haraway ne propose pas de programme au sujet des sciences et des technologies. Elle cherche à penser des frontières discutables, notamment les dichotomies humain/non-humain et nature/artifice. Elle nous invite à prendre la mesure de notre responsabilité politique sur ces questions. Pour Haraway, la vie sociale des technologies doit nous forcer à nous y intéresser et à participer à leur production, car elles remettent en question notre propre nature, qui n'est donc pas une essence dans la pensée d'Haraway, mais bien le produit d'arrangements culturels.

Son célèbre *Manifeste cyborg*, dont le sous-titre est « Science, technologie et féminisme socialiste à la fin du XX^e siècle », s'ancre explicitement dans le féminisme, le socialisme et le matérialisme. Il utilise la figure du cyborg comme une fiction antinaturaliste résultant d'origines devenues troubles. Il permet de « sauter l'étape de l'unité originelle », qu'Haraway décrit comme étant « l'identification avec la nature ». Haraway est une auteure-clé des études féministes des sciences et des technologies. Ce champ de réflexion interroge en particulier les rapports entre corps et technologies, le rapport au corps étant lui-même sexué, comme la production et les usages des technologies, mais aussi l'accès et les compétences variables selon les sexes dans une société patriarcale. Tout en offrant l'opportunité d'inventer de nouvelles identités non naturelles et de peut-être dépasser la dichotomie naturel/artificiel, les techniques contribuent en effet également à la matérialisation des normes sexistes. SP



Genève, soldat montrant son arme brisée aux lendemains des événements du 09.11.1932 (Bibliothèque de Genève).

Libérer les logiciels

Le mouvement du logiciel libre (free software) est né au début des années huitante sur la base d'un objectif initial multiple : défendre l'ouverture des logiciels (c'est-à-dire l'accès au code source); favoriser la collaboration et le partage entre développeuses-eurs, notamment à travers une auto-organisation des collectifs de travail; permettre aux utilisatrices-eurs de garder le contrôle de leurs objets techniques, en particulier des outils informatiques; protéger les libertés individuelles et favoriser la production de technologies socialement utiles.



Genève, boulevard Carl-Vogt, soldats en faction (Bibliothèque de Genève).

DOSSIER Pour qu'on puisse à proprement parler de logiciel libre, un logiciel doit ainsi pouvoir être utilisé, copié, modifié et distribué librement. La liberté qui est ainsi offerte de pouvoir «bidouiller» les logiciels doit permettre aux utilisatrices-eurs de contrôler leurs machines plutôt que d'être contrôlé-e-s par elles. C'est un moyen d'affirmer un rapport actif aux technologies, à l'encontre du consumérisme technologique qui constitue actuellement le rapport dominant aux objets techniques.

Issus d'un mouvement aux tendances libertaires marqué par la figure emblématique de Richard Stallman - initiateur du projet de système d'exploitation libre GNU/Linux -, les logiciels libres étaient à l'origine marginaux.

Aujourd'hui, ils comptent parmi certains des logiciels les plus utilisés au monde : ils sont notamment au fondement d'Internet, et les services des plus grandes entreprises du numérique sont directement propulsés par des logiciels libres. Un exemple : le *cloud*, cette entité nébuleuse implicitement présentée comme immatérielle, n'est rien d'autre qu'un gigantesque réseau de centres de données exploités avant tout par des entreprises multinationales privées, dont l'infrastructure - système d'exploitation des serveurs, bases de données, applications web - fonctionne en premier lieu au moyen de logiciels libres.

Le Libre est partout

D'autres outils plus directement perceptibles par le public sont également basés sur des lo-

giciels libres, par exemple le navigateur Chrome et le système d'exploitation pour téléphones et tablettes Android. Ceux-ci sont agrémentés par Google de fonctionnalités supplémentaires propriétaires, intimement liées aux services proposés par l'entreprise californienne (moteur de recherche, messagerie électronique, gestion des contacts ou des bibliothèques de photos, cartes...) et destinées avant tout à permettre la récolte et l'exploitation des données personnelles des utilisatrices-eurs, prises au piège d'une cage dorée.

Le succès technique du logiciel libre n'est aujourd'hui plus à démontrer. Pourtant, ce sont avant tout les services proposés par les grandes entreprises privées autour de ces logiciels qui sont à disposition des utilisatrices-eurs finales : Chrome et Android occupent ainsi chacun une place prédominante dans leur secteur respectif : environ 60 % des navigateurs web pour Chrome (tous appareils confondus); environ 80 % des *smartphones* pour Android.

Défendre les logiciels libres

Le logiciel libre en soi ne suffit pas à protéger le public de la menace que représentent les grandes entreprises du numérique. Un travail d'information sur les alternatives vraiment libres existantes (Firefox pour les navigateurs, LibreOffice pour la bureautique...), accompagné d'une réflexion collective et d'actes politiques pourrait permettre de réduire la dépendance des utilisatrices-eurs, qu'il s'agisse des institutions publiques, du secteur privé ou des citoyens-ne-s.

Qui plus est, au-delà du logiciel, le mouvement du Libre stimule aussi la création d'alternatives dans des secteurs aussi variés que l'électronique, la santé et la construction (avec le « matériel libre »), en passant par la culture (encyclopédie collaborative Wikipédia) et la recherche (*Open Science*).

Là, il est à même d'ébranler les oligopoles dont la « loi du marché » a favorisé l'émergence au détriment du bien public.

Nicolas Mermoud

L'effet Google

DOSSIER Entretien avec Anna Jobin, sociologue du numérique à l'ETH Zurich, qui travaille notamment sur nos interactions avec les algorithmes et les dimensions sociales de l'intelligence artificielle.

Peux-tu décrire ce qu'est un moteur de recherche ?

Un moteur de recherche nous aide à localiser l'endroit où se trouve l'information que nous cherchons. En Suisse, et dans la plupart des pays européens, une majorité de personnes qui cherchent de l'information en ligne utilisent Google pour ce faire. Depuis sa conception il y a plus que vingt ans, le nom de l'entreprise a fini par servir de verbe, « googler », pour désigner le fait même de faire des recherches en ligne – un reflet de sa place dans notre quotidien. Dans le contexte de l'explosion de la quantité d'informations se trouvant en ligne sous une forme numérique ou numérisée, Google a réussi à nous rendre un immense service qui est celui de nous diriger vers des sources souvent légitimes qui répondent plus ou moins à ce que nous cherchions.

Deux grands aspects restent problématiques : premièrement, le modèle d'affaires. En effet, Google est une entreprise à but lucratif, et nos recherches d'informations alimentent donc également un système publicitaire complexe,

qui a rapporté plus de 100 milliards de dollars en 2018.

Deuxièmement, la position de l'entreprise et le manque d'alternatives. Il est impossible de surestimer le pouvoir actuel de Google (et, en occurrence, de quelques autres entreprises du numérique). La multinationale dispose désormais d'énormément de données, de puissance de calcul, d'argent pour racheter d'autres entreprises, et de connexions avec le monde politique. En plus, ses différents services (cartographie, webmail, navigateur web, système d'exploitation pour n'en nommer que quelques-uns) créent des synergies importantes qui ont des effets secondaires considérables.

Comment ce système contribue-t-il à la reproduction des inégalités sociales ?

Dans le cas de Google Search, il y a au moins trois dimensions qui entrent en ligne de compte. D'abord, il y a le niveau de la production de contenus en ligne, car le moteur de recherche ne peut indexer et lister que ce qui existe. Toutes les inégalités reflétées dans et véhiculées par les contenus web se retrouvent alors reproduites. Ainsi, pour donner deux exemples simples, une recherche image du terme « PDG » vous montrera avant tout des images d'hommes blancs, et la

recherche image « couple » résultera en une majorité de photos de couples hétérosexuels composés de personnes cis-genres et tout aussi blanches. Ensuite, il y a une canalisation des usages basée sur les actions passées des personnes utilisant le moteur de recherche : par exemple, l'auto-remplissage, c'est-à-dire les propositions de recherche, s'appuient sur l'ensemble des recherches ayant été effectuées auparavant et tendent donc à reproduire des stéréotypes existants comme propositions de recherche désirables. Finalement, la programmation et le design du moteur de recherche même agissent sur notre vie et la manière dont nous appréhendons le monde. Non seulement des décisions prises par des humains qui ont une influence, mais aussi des logiques algorithmiques. Un système d'identification de contenus web basé sur des mots-clés risque, par exemple, de perpétuer une stratification de l'accès à l'information en fonction du vocabulaire d'une personne. De plus, les algorithmes de Google favorisent les sites déjà bien connus, qui reçoivent encore davantage d'attention (et inversement).

Quelles actions peut-on imaginer contre ces effets et leur production ?

De manière générale, il faut davantage de diversité et créer des possibilités pour de vraies alternatives. Cela concerne Google tout autant que notre société, car les deux se nourrissent mutuellement. Davantage de diversité parmi les gens qui créent les outils que nous utilisons au quotidien, dans la production de contenus web, et là où les décisions sont prises. L'appel à de vraies alternatives quant à lui suggère une remise en question de notre rapport à l'information en ligne et de sa gouvernance. Nos sociétés ont, il y a longtemps, reconnu l'accès à l'information comme valeur fondamentale, et le meilleur exemple en sont nos bibliothèques publiques. Aujourd'hui, nous devons repenser comment nous souhaitons façonner non seulement l'accès, mais aussi la participation à la production et à la circulation des informations.

*Propos recueillis par
Stéphanie Pache*



Genève, lendemains de la fusillade du 09.11.1932, soldats en position (Bibliothèque de Genève).

L'Europe contre les géants du Web ?

Récemment, les analystes politiques et même des chefs d'entreprise se sont enthousiasmés pour un nouveau rôle pionnier que l'Europe aurait pris dans la régulation de la protection des données et de la compétition des géants du Web. Le nouveau « capitalisme de surveillance », développement fondamental, n'est pourtant pas en danger.

DOSSIER Si on parle autant des GAFAs (Google, Apple, Facebook et Amazon) ou des géants du Web dans le contexte de l'économie numérique, ceci résulte de l'idéologie qui domine Bruxelles et les rédactions des médias dominants. En effet, ceux-ci définissent la simple taille de ces entreprises comme le problème, ou la caractéristique principale du nouveau modèle commercial. S'ils parlent de taille, ils la pensent bien sûr sur le marché. Et s'il existe une taille trop grande, il doit y exister une taille bonne. C'est la taille de la concurrence parfaite, celle de l'économie néoclassique. D'où l'objectif principal de la régulation numérique de l'Union européenne : éliminer les défaillances pour faire jouer le marché.

Forte influence politique

Ce serait une faute de déterminer le problème selon ces perspectives. Le pouvoir de marché de ces entreprises est certes nocif, mais le phénomène du pouvoir de marché n'est pas nouveau. Il existe donc déjà des stratégies régulatrices correspondantes, notamment la nationalisation (pensons aux chemins de fer par exemple). Toutefois, le défi ici est plus complexe, et il peut se résumer en ces trois critiques supplémentaires face aux entreprises numériques : premièrement, leur influence politique dans les sens restreint et large.

Leur influence politique large est très évidente quand Facebook n'incite que quelques utilisatrices-eurs à voter, censure des contenus politiques qui ne leur plaisent pas mais laisse circuler des publications fascistes ou complotistes.

Le pouvoir politique des entreprises est plus implicite, mais pas négligeable, quand elles

peuvent classer, recommander ou filtrer de l'information. Dans le cas des moteurs de recherche, ceci leur confère le droit de dire ce qui est la bonne réponse à une question donnée – des articles des grands médias, d'un article Wikipédia, des publications académiques, et de quelle orientation normative.

Deuxièmement, ces entreprises gagnent de l'argent en espionnant leurs utilisatrices-eurs et leur comportement, ainsi que d'autres entreprises utilisant leurs services, et des États et leurs institutions, etc. Pour Shoshana Zuboff, une sociologue états-unienne, ceci est la caractéristique principale des compagnies, ce qui fait qu'elle n'utilise pas le terme GAFAs mais celui de capitalisme de surveillance. Celui-ci est rendu possible par le progrès technique, mais s'insère parfaitement dans l'histoire des régimes d'accumulation.

Son argument est imbriqué avec la troisième critique principale, celle de la marchandisation progressive des individus. D'une part, des données de plus en plus intimes sont utilisées par les entreprises à des fins lucratives – sur nos intérêts, notre santé, par exemple. D'autre part, nous-mêmes utilisons les réseaux au moins partiellement pour augmenter notre valeur marchande, que ce soit pour des fins professionnelles sur Twitter ou pour des fins sociales sur Instagram.

Régulations insuffisantes

Maintenant, comment les régulations de l'UE, qui ressemblent largement à celles de la Suisse, répondent-elles à ces trois problèmes ?

À celui de l'influence politique des entreprises, l'Union donne deux réponses complémentaires,

l'assomption de neutralité et l'autorégulation régulée. L'assomption de neutralité sert d'effaceur de problème : notamment selon la directive fondamentale sur le commerce électronique, l'UE considère des moteurs de recherche comme quelque chose de « purement technique, automatique et passif ». Par conséquent, elle renonce à imposer certaines valeurs socialement souhaitables aux recherches de Google, notamment. Cela correspond parfaitement au discours généralement adapté par les GAFAs, qui prétendent de ne faire autre chose que nous connecter, nous donner accès à des informations. Selon elles, ce qui est technique n'est pas politique.

De l'autre côté, la politique numérique de l'Union a dès ses débuts dans les années 90 reposé sur des mesures volontaires, la co- et l'autorégulation. Il n'est donc pas surprenant que la Commission a répondu notamment à la thématique de l'influence électorale de Facebook uniquement avec la proposition de mesures autorégulatrices, tout en sachant qu'il s'agit d'un problème structurel.

Marchandisation de nos vies

C'est dans cette lumière qu'il faut voir les récentes lois de l'UE, souvent analysées comme de plus en plus restrictives ; on parle même du modèle régulateur européen, pionnier sur le niveau mondial. Et c'est vrai, en ce qui concerne la protection des données et l'antitrust, l'UE agit mieux que les autres puissances. Pourtant, vu la critique du capitalisme de surveillance, les États européens soutiennent fondamentalement le nouveau modèle commercial et les nouveaux pouvoirs politiques des entreprises numériques.

Ainsi, si les GAFAs s'expriment en faveur des nouvelles régulations européennes, cela montre certes leur peur de mesures plus drastiques, mais également leur constat qu'elles peuvent continuer à gagner de l'argent avec la marchandisation progressive de notre vie.

Zeno Bernhard

La lourde matérialité du virtuel

Parmi les nombreux discours vantant les bénéfices supposés de la généralisation des technologies numériques, l'un des mythes les plus répandus est celui de la « dématérialisation ». Supposées garantir un accès facilité et permanent de tou-te-s à « l'information », les technologies numériques auraient en outre accompli le singulier exploit de la faire s'évaporer dans les nuages, loin de toute contingence écologique et humaine.

DOSSIER Cette absurde prétention à la dématérialisation ne résiste pas un instant à l'analyse : outre le fait qu'un écran n'est en rien moins matériel qu'un livre, il implique quant à lui l'existence de tout un appareillage qui seul peut en garantir le bon fonctionnement.

Pour accéder à des informations par le biais d'internet, un

ordinateur, branché ou rechargé sur le réseau électrique, devra se connecter à une antenne *wifi*, elle-même connectée à un satellite ou au réseau de câbles téléphoniques, jusqu'à être relié au lieu de stockage des données, serveur ou *data center*, éventuellement par le biais d'un câble de fibres optiques sous-marin installé au fond de

l'océan et reliant un continent à l'autre.

Toutes ces infrastructures sont évidemment coûteuses en matières premières et en énergie, et ce d'autant plus que la durée de vie des objets se réduit de plus en plus grâce aux ravages conjugués de l'obsolescence programmée et du *marketing*. Leur production nécessite un approvisionnement permanent en matières premières, à commencer par les « terres rares », ces métaux indispensables aux outils numériques (et plus largement aux dites « technologies vertes ») mais très faiblement présents sur terre, produits à 90 % dans les mines chinoises dans des conditions écologiques et humaines déplorables.

Leur usage, ensuite, engloutit des parts croissantes d'énergie : on estime actuellement que le numérique dans son ensemble consomme 10 à 15 % de l'électricité mondiale.

Enfin, les argumentaires nébuleux en faveur du *cloud computing* ou d'on ne sait quelle « quatrième révolution industrielle » ne doivent pas faire oublier que tous les outils qui forment leur base matérielle restent fabriqués à la chaîne, par des ouvrières-iers exploité-e-s aujourd'hui dans les usines asiatiques de façon tout aussi brutale et inhumaine que pouvaient l'être les prolétaires décrit-e-s par Engels dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre en 1844*.

Seule la division mondiale du travail a évolué, reléguant commodément hors de notre vue les travailleuses-eurs des mines ou des manufactures, pour lesquelles peu de doutes subsistent quant au mirage de la prétendue « fin du travail ».

Il conviendrait donc plutôt de s'interroger sur les effets idéologiques de ces discours sur la dématérialisation et la fin du travail, tant ils révèlent une profonde incapacité à penser la réalité des effets écologiques et sociaux de la généralisation des nouvelles technologies à l'échelle globale.



Genève, lendemains de la fusillade du 09.11.1932, passant examinant un impact de balle (Bibliothèque de Genève).

«Amazon Mechanical Turk», ou le stade suprême de l'exploitation

DOSSIER L'une des caractéristiques les plus évidentes de la mondialisation néolibérale est probablement la délocalisation massive d'unité de production. Par cette dernière, les multinationales ont grandement accru leurs profits en délocalisant dans les régions dont la fiscalité est la plus avantageuse, dont les normes environnementales sont les plus permissives et dont la main-d'œuvre est la moins chère, la moins protégée et la moins syndiquée. Il résulte de cette mise en concurrence du monde une souffrance humaine difficilement concevable et une folle destruction de l'environnement.

Délocalisation virtuelle

En lisant ces quelques lignes, il pourrait être légitimement imaginé qu'il est difficile de faire pire... Pourtant, cela serait sous-estimer la capacité d'innovation des multinationales du web. En effet, ces dernières ont largement relevé le défi en mettant au point le *webshoring*. Cet anglicisme, difficilement traduisible, résulte de la contraction des mots *web* et *offshoring* (délocalisation). Le *webshoring* est une délocalisation un peu particulière, car elle ne consiste pas en un transfert de la production d'un produit ou d'un service d'un endroit à un autre, mais en une fausse *virtualisation* d'un processus de production.

L'une des entreprises phares de ce genre de pratique n'est autre qu'Amazon, un géant du web spécialisé dans le commerce électronique, et son «Amazon Mechanical Turk» (AMT). Le nom de ce service est une référence au «Turc mécanique», un automate du XVIII^e siècle, censé pouvoir jouer aux échecs, mais dirigé dans les faits par un être humain caché dans son socle. Tout comme son aïeul, le travail réalisé sur l'AMT est le fait d'humains et non de machine

Micro-tâches

La plateforme informatique fonctionne de la manière suivante, des commanditaires pro-

posent des micro-tâches à réaliser en ligne, dont ils fixent la rémunération. Ces commanditaires ont la possibilité de refuser le travail effectué, en arguant par exemple d'un manque de qualité, et donc de ne pas payer celle/celui l'ayant effectué. Ils peuvent également évaluer la qualité des tâches réalisées et sélectionner les travailleuses-eurs en fonction de certains critères (pourcentage d'appréciation positive, de tâches rejetées ou abandonnées par la-e travailleuse-eur).

Les travailleuses-eurs, qui seraient entre 15'000 et 45'000 et qui proviennent obligatoirement des États-Unis ou d'Inde, sont rémunérées à la tâche. Amazon, qui fournit la plateforme, n'intervient dans les rapports entre commanditaires et travailleuses-eurs que pour régler les litiges, ce qui ne l'empêche pas de s'octroyer une ponction, à travers des frais de commission, bien généreuse, oscillant entre 20 et 40 %.

Travail en ligne

La plupart des micro-tâches, devant obligatoirement pouvoir être réalisées en ligne, se concentrent dans des domaines dans lesquelles l'intelligence artificielle est encore trop peu performante ou plus chère que

le travail humain (mal payé). Les tâches disponibles les plus courantes sont la traduction ou la transcription de textes, l'identification et/ou le classement de fichiers audio ou vidéo, la modération de contenus, la réalisation de questionnaire d'opinion, la rédaction de commentaires, de critiques ou d'évaluations...

Dumping mondial

Désormais l'entreprise ne se soucie même plus de savoir où la-le travailleuse-eur se trouve, du moment que le travail est réalisé. Amazon contourne ainsi toutes les législations américaines et indiennes relatives au travail et agit en pleine zone de non-droit, en ne payant aucune cotisation sociale et en ne respectant en aucun lieu les lois sur les salaires minimums étant donné qu'un salaire horaire maximal de 2 dollars peut être espéré.

Certain-e-s associent les pratiques d'Amazon à du néo-colonialisme ou de l'esclavage moderne. En paraphrasant Lénine et utilisant un langage marxiste, il peut, sans autre, être énoncé que l'«Amazon Mechanical Turk» est le stade suprême de l'exploitation de la force-travail par le capital.

Joakim Martins



Genève, hôpital, victimes de la fusillade du 09.11.1932 (Bibliothèque de Genève).

Du contrôle social à l'ère du numérique

Les rues hongkongaises sont depuis plusieurs mois noires de gens. Une volonté commune prédomine, celle de s'autodéterminer face au régime chinois. Les manifestant·e·s craignent légitimement l'installation de pratiques autoritaires chinoises sur l'île. L'une de ces craintes est le système de crédit social, déjà à l'œuvre sur le continent, ou du moins en phase test dans plusieurs régions.

DOSSIER Utilisant les nouvelles technologies pour mieux maîtriser leurs citoyen·ne·s, la Chine semble, avec des méthodes plus trop éloignées de la fiction de *Black mirror* (voir l'article ci-dessous), innover dans le contrôle social avec un certain cynisme pas encore observé en occident.

Car même sans ce cynisme fou, ce qui est à craindre est une victoire totale du conservatisme moral et économique, et cela pas uniquement en Chine. Alors que le contrôle social n'est de loin

pas nouveau dans nos sociétés, l'évolution de la technique permet à ce contrôle social d'entrer dans une nouvelle phase encore plus efficace.

Jacques Ellul le prédisait déjà dans les années cinquante : d'un côté la multiplication des données sur les individus couplée à l'existence de logiciels suffisamment puissants pour les traiter conduirait à une société de surveillance de masse, et de l'autre côté les nouveaux médias ne feront qu'abaisser le niveau d'esprit critique de la popula-

tion. Voilà le contrôle social formel et le contrôle social informel qui se verront renforcés.

Cette prophétie semble désormais se réaliser. Des pays démocratiques en état d'urgence permanent, quelques entreprises oligopolistiques plus puissantes que jamais, le vieux monde jubile. Alors que l'on se scandalise, à juste titre, d'une dystopie devenue réalité à l'autre bout du monde, nous ne voyons que très peu celle des Google, Amazon, Facebook, Apple, et consorts devant notre porte.

Pour la gauche, la question est par conséquent de savoir comment combattre cette dynamique qui nous affaiblit. Car lutter contre un ordre social inégal, c'est lutter contre les normes sociales imposées par cet ordre qui trouvent dans les nouvelles technologies un terreau fertile où se consolider.

Bertil Munk

L'obscur miroir de Netflix

DOSSIER *Black Mirror* est une série, rachetée et désormais diffusée par le service de vidéo à la demande en ligne qu'est Netflix. Le titre «*Black Mirror*» est une référence aux écrans noirs et brillants renvoyant notre reflet au quotidien.

La particularité de cette série, actuellement déclinée en cinq saisons, est le fait que chaque épisode se déroule dans une réalité différente avec ses propres enjeux et personnages. Cependant, les épisodes partagent tous un thème commun : la critique du rapport que l'humain entretient avec la technologie. Très loin d'une technophobie facile et suffisante, la série soulève au fil des épisodes des questionnements les uns plus politiques que les autres.

Dans le troisième épisode «*Retour sur image*», une grande partie de la population s'est fait implanter, derrière l'oreille, une puce permettant d'enregistrer tout ce que l'on voit ou entend. Par la suite, les souvenirs enregistrés peuvent être visionnés dans ses yeux ou projetés sur un écran. Cette technologie n'ira pas sans poser problème, lorsqu'un jeune homme pense que son épouse aurait eu une aventure.

Tromperies et notations

D'autres épisodes tels que «*Chute libre*» traitent de problématiques déjà très contemporaines. Dans ce dernier, les individus passent leur temps à noter les autres avec une application sur leur *smartphone*. En

plus d'encourager les individus à se comporter de manière hypocrite, ces notes ont une influence directe sur leur vie, car une bonne moyenne permet l'accès à certaines prestations : prendre l'avion, habiter dans un quartier résidentiel huppé, se faire soigner du cancer...

Avec *Black Mirror* la nécessité de considérer la technologie et les données personnelles comme des affaires politiques de la plus haute importance semble plus qu'évidente. Fait d'autant plus pertinent lorsque l'on sait que Netflix, le diffuseur de *Black Mirror*, est une multinationale brassant les données personnelles de ses utilisateurs et représentant 15 % du trafic internet mondial!

Joakim Martins

Se réappropriier les technologies agricoles

S'il est un domaine d'activité qui a été complètement transformé par les techniques depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est l'agriculture. Pour parler des enjeux propres à ce secteur, nous nous sommes entretenus avec Rudi Berli, maraîcher et président de la section genevoise d'Uniterre.

DOSSIER **Comment définir le rapport de l'agriculture à la technique ?**

Ce n'est pas un sujet simple. D'un côté les innovations techniques dans l'agriculture ont considérablement allégé certains travaux très pénibles. De l'autre, elles ont aussi fait disparaître de nombreux postes de travail. Elles ont aussi inversé le rapport entre l'énergie investie et l'énergie récoltée, qui est passé d'une unité dépensée pour deux produites en 1950 à 6 pour 1 aujourd'hui. Cette inversion est en grande partie due à la dépense d'énergies fossiles.

Il faut toujours se demander pourquoi la technique est utilisée et au service de qui. Elle impose un pouvoir sur les paysan-ne-s et les place dans une dépendance envers quelques grandes entreprises. On peut mentionner par exemple l'endettement nécessaire à l'achat d'un matériel de plus en plus onéreux, ou la digitalisation qui met la maîtrise des outils hors de portée des personnes qui travaillent la terre.

Quelles solutions peut-on imaginer ?

La technique est toujours au service d'un projet social. Il faut faire en sorte de pouvoir avoir la maîtrise des technologies utilisées. Si l'on prend l'exemple des tracteurs, l'électronique embarquée fait en sorte qu'ils ne sont plus réparables, ni par les paysan-ne-s, ni même par leur garagiste.

Pour faire face à ce problème, depuis quelques années en France, des ateliers paysans existent pour apprendre à fabriquer des machines adaptées aux besoins.

La situation est compliquée car il y a une forte pression sur les prix dans le domaine agricole, qui s'accompagne d'une diminution de la main-d'œuvre et d'une augmentation de la taille des exploitations. Cela conduit, grâce aux moyens techniques utilisés, à une augmentation de la productivité par unité de main-d'œuvre.

Uniterre s'oppose à cette évolution, nous voudrions que l'on maximise à l'inverse la productivité par unité de surface, ce qui permettrait de maintenir la production aussi proche que possible de la consommation, en limitant les transports.

La technique aggrave-t-elle les inégalités dans le domaine agricole ?

Ce n'est pas la technique en elle-même qui est responsable des inégalités, mais son utilisation dans un système économique particulier, avec des rapports sociaux déterminés. La question consiste toujours à savoir qui a le contrôle de la technologie. Les mouvements sociaux doivent intégrer cette dimension et revendiquer une reprise de ce contrôle.

Quels exemples, positifs et négatifs, de l'utilisation des techniques en agriculture peut-on donner ?

Elle a immensément facilité certains travaux très pénibles. On peut mentionner par exemple la mécanisation du battage et du tri des récoltes avec les moissonneuses-batteuses. Mais entre une machine de 4 mètres de large, qui permet de moissonner de petits champs, et une autre de 20 mètres de large, l'effet sur les paysan-ne-s

et sur la terre cultivée est complètement différent.

Il ne faut pas oublier non plus que, à l'échelle du monde, 60 millions de paysan-ne-s travaillent avec des tracteurs, 300 millions le font avec des animaux, et 1 milliard le font sans aucune aide. Les inégalités ne sont toutefois pas technologiques, mais économiques et politiques, par exemple dans la maîtrise que les pays ont sur leur marché intérieur.

Du côté des mauvais exemples, pour ne prendre que le cas de Genève, nous savons que la qualité des sols s'est considérablement dégradée dans le canton, du fait de l'augmentation de la taille des machines qui sont utilisées pour travailler la terre.

On peut encore mentionner l'opposition très organisée de certain-e-s paysan-ne-s à l'introduction des OGM, ou la mobilisation de la Confédération paysanne en France contre la « ferme des millevaches ».

Est-ce que les expériences de retour à une agriculture peu ou pas mécanisée vous semblent intéressantes ?

Ces expériences de renoncement aux technologies habituellement utilisées dans l'agriculture devront être jugées quant à leur capacité à durer, c'est ainsi qu'elles démontreront leur validité. Pour le moment cela reste des niches, qui affrontent des conditions qui leur sont peu favorables, notamment à cause de la concurrence féroce qui existe dans le secteur.

Je crois néanmoins qu'elles sont potentiellement durables car il existe aujourd'hui un fort mouvement des gens pour une réappropriation de leur alimentation. Je suis aussi convaincu que l'animal redeviendra à l'avenir une force de traction dans l'agriculture. Il ne faut pas oublier toutefois que ce ne sera pas par une multiplication de solutions privées que nous résoudrons les questions globales qui se posent aujourd'hui dans l'agriculture.

*Propos recueillis par
Antoine Chollet*

Toute technique est politique

Les discussions sur la technique finissent bien souvent par les invectives habituelles : les « technophiles » accusant les « technophobes » de vouloir revenir à la bougie, alors que les seconds dépeignent une technique vouée à asservir définitivement l'humanité.

DOSSIER C'est *La guerre du feu* contre *Terminator*, sans moyen terme. Les un·e·s comme les autres commettent cependant la même erreur, comme nous avons cherché à le montrer dans ce dossier : considérer la technique comme une sphère d'activité séparée du reste de la société et qui aurait ses propres logiques internes.

Les deux positions oublient que la technique, comme l'économie, la science ou la politique, n'est jamais séparée de la société dans laquelle elle apparaît et est utilisée, et qu'elle doit donc être examinée à cette aune. C'est la raison pour laquelle il est, en dernière analyse, impossible d'en donner une définition incontestable, car cette définition dépend elle-même de la société considérée et de ce qu'elle a décidé de comprendre sous ce terme.

Les nouvelles techniques qui surgissent depuis quelques décennies, et singulièrement depuis la généralisation de l'utilisation d'internet, ont donc été développées et ont ensuite évolué dans un environnement

fortement inégalitaire, dans des sociétés capitalistes régies par la maximisation du profit (même si les personnes qui les ont « inventées » étaient parfois sincèrement animées par des idéaux contraires). Il n'est donc pas étonnant que les techniques qui y deviennent dominantes accentuent les inégalités, et réactivent parfois insidieusement le racisme, le sexisme et toutes les formes présentes de domination. Si les mêmes techniques étaient apparues dans des sociétés socialistes, leur utilisation aurait évidemment été autre, mais elles se seraient surtout développées de manière radicalement différente. L'histoire et l'anthropologie regorgent d'exemples de ce genre.

Juger sur pièces

C'est pourquoi une technique ne contient pas en elle-même le contenu des transformations qu'elle va entraîner. Tout mouvement progressiste, démocratique, socialiste doit évidemment s'appuyer sur certaines techniques existantes et en développer de

nouvelles, mais croire qu'elles vont presque automatiquement faire avancer le projet qui l'anime est absurde, comme l'est l'idée que ces mêmes techniques ne pourront pas être récupérées par ses adversaires. L'utilisation des réseaux sociaux durant les révolutions tunisienne et égyptienne en 2011 en est un excellent exemple. Elle a facilité une mobilisation qui s'est d'abord construite hors d'eux, et ces mêmes réseaux servent également à des formes de contrôle et de surveillance aux antipodes des idéaux portés par ces révolutions.

D'un point de vue socialiste, il nous semble que l'utilisation de techniques vise un objectif principal : la réduction du temps de travail. On comprend immédiatement le gouffre qui sépare ce but de celui que la plupart des innovations techniques poursuivent aujourd'hui, à savoir l'intensification du travail et l'augmentation généralisée de la productivité.

Elles doivent donc être jugées selon que leur utilisation concrète permet cette réduction du temps de travail, et surtout qu'elle le réduit *effectivement*. Il faut utiliser la technique pour libérer le temps, rendre la société plus conviviale et les individus plus libres.

La rédaction

Pour aller plus loin

Livres

- Günther Anders, *L'Obsolescence de l'homme*, Paris, Ivrea/Encyclopédie des nuisances, 2002.
- Sébastien Broca, *Utopie du logiciel libre*, Lyon, Le Passager Clandestin, 2018.
- Cornelius Castoriadis, « Technique » [1973], *Les carrefours du labyrinthe*, Paris, Le Seuil (Points), 1999, p. 289-324.
- Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, Paris, Gallimard, 1992.
- Jacques Ellul, *Le bluff technologique*, Paris, Hachette, 1988.
- Jacques Ellul, *Le système technicien*, Paris, Calmann-Lévy, 1977.
- André Gorz, *L'immatériel, connaissance, valeur et capital*, Paris, Galilée, 2003.
- Donna Haraway, *Manifeste cyborg et autres essais*, Paris, Exils, 2007.

- Ivan Illich, *La convivialité*, Paris, Seuil, 1973.
- André Gorz, *Écologica*, Paris, Galilée, 2008.
- Dwight Macdonald, *Le socialisme sans le progrès*, La Lenteur, 2011
- Lewis Mumford, *Technique et civilisation* [1934], Marseille, Parenthèses, 2015.
- Cathy O'Neil, *Algorithmes: la bombe à retardement*, Les Arènes, 2018.
- Gilbert Simondon, *Du mode d'existence des objets techniques*, Paris, Aubier-Montaigne, 1958.
- Yang, Jenny Chan, Xu Lizhi, *La machine est ton seigneur et maître*, Marseille, Agone, 2015.

Sites Internet

- Encyclopédie critique du genre, article «Technologie», sur <https://www.cairn.info/>

En supplément de ce dossier, un article de Bertil Munk consacré aux *Canuts du XXI^e siècle* peut être lu sur notre site Internet.

Livres

Politiser le malaise

Les Prophètes du mensonge, « étude sur l'agitation fasciste aux États-Unis » publiée par deux membres de l'École de Francfort en exil, Leo Löwenthal et Norbert Guterman, vient d'être traduit en français, septante ans après sa première parution en anglais. Rencontre avec Émilie Martini, traductrice, et Olivier Voirol, auteur d'une longue introduction au volume.

Dans quel contexte ce livre a-t-il été rédigé ?

Olivier Voirol : Ce livre est issu d'un projet de recherche collectif mené dans les années 1940 aux États-Unis par l'Institut de recherche sociale et intitulé « Études sur le préjugé ». Sur les cinq publications qui en ont résulté, seule les célèbres *Études sur la personnalité autoritaire* d'Adorno avaient à ce jour été traduites en français.

Plus largement, *Les prophètes du mensonge* prolonge le programme de recherche proposé par l'Institut de recherche sociale de Francfort dès la fin des années 1920. Ces chercheurs lisent Marx de manière critique et se montrent sceptiques quant à son schéma de développement historique. Face à la montée du parti nazi déjà dans les années 20, et constatant que la réalité de leur époque ne s'oriente pas vers un dépassement révolutionnaire des contradictions du capitalisme, ils décident de l'investiguer, y compris empiriquement, avec les méthodes de l'époque, celles de la psychologie sociale, de la sociologie et de la psychanalyse.

Quel usage les auteurs font-ils de la psychanalyse ?

Émilie Martini : Tant dans *La personnalité autoritaire* d'Adorno que dans cet ouvrage, l'usage des catégories psychanalytiques est une invitation à aller au-delà des mots, au-delà de ce qui est dit explicitement, pour saisir ce qui est touché chez la personne. L'un des arguments forts du livre est constitué par l'idée qu'au-delà des déterminations politiques, certaines personnes ressentent un malaise qu'elles n'arrivent pas à formuler – dû à l'aliénation produite par la modernité

capitaliste –, et que c'est sur ce malaise que les discours fascistes prennent appui. Dans l'incapacité de mettre le doigt sur les forces économiques ou politiques qui leur font ressentir ce malaise, ils s'adonnent à la recherche d'un bouc émissaire, se livrent complètement à un leader. Il s'agit donc d'une analyse de discours qui va au-delà des apparences.

OV : Dans la théorie critique plus largement, la psychanalyse permet de s'intéresser à la constitution de la psyché et du sujet individuel, considérée selon les Francfortois comme trop négligée par Marx, qui à leurs yeux attribue de façon trop mécanique une attitude politique (celle de l'émancipation) à une position objective dans le processus économique (le prolétariat). Étudiant la population ouvrière de la Ruhr, ils se rendent compte qu'environ le tiers de leur échantillon présente de par sa socialisation, et ce bien que proche des syndicats et des partis ouvriers, ce qu'ils appellent un caractère autoritaire. Entre position de classe et attitude politique, la constitution de la psyché doit donc être pris en compte, témoignant de leur fameux freudo-marxisme.

Löwenthal et Guterman avaient aussi des objectifs politiques immédiats.

OV : Partant de l'idée que les discours fascistes travaillent à partir de schémas inconscients, ils avaient l'espoir qu'en révélant ces mécanismes et en explicitant la manière dont ils fonctionnent, ils puissent inciter des franges du public à prendre de la distance avec les motifs libidinaux ou affectifs stimulés par l'agitation fasciste.

EM : Leur but était en effet de combattre concrètement la

montée du fascisme en aidant les gens à décrypter son discours. Ils avaient même alors le projet de condenser le résultat de leurs recherches sous forme de brochures qui pourraient être largement diffusées au sein des écoles et des syndicats.

Selon eux, qu'est-ce qui distingue l'agitation fasciste de l'activisme socialiste ?

OV : La révolutionnaire est matérialiste et guidé par la raison, il analyse les causes objectives du malaise et exerce une intelligence politique, c'est-à-dire qu'il vise à transformer une situation de malaise en cause politique, en ciblant la dimension économique, structurelle. À l'inverse, l'agitateur évite systématiquement cette dimension objective et ne dit rien du capitalisme et des inégalités qu'il génère, pour remplacer ces causes objectives par des figures (les immigré·e·s, les Juives·fs, etc.) sur lesquelles se décharge sa haine.

Les fascistes travaillent ainsi de manière régressive un malaise, qui est celui de la société moderne capitaliste – en termes marxistes on pourrait parler d'aliénation ou de réification – et donnent aux individus matière à un défoulement symbolique, subjectif, qui laisse toutefois la situation inchangée en n'apportant aucune réponse politique. Le même mécanisme se retrouve chez les agitateurs d'aujourd'hui, ce livre reste une analyse puissante du phénomène fasciste.

Pourquoi avoir traduit ce livre aujourd'hui ?

EM : En invitant à mettre au jour les structures économiques et politiques qui génèrent le malaise dont se nourrit le fascisme, ce livre s'inscrit dans une critique du capitalisme qui est toujours actuelle. Rédigé dans une langue très accessible, assez littéraire, il nous donne de précieux outils pour combattre les discours fascistes et leurs fausses solutions.

Propos recueillis par Gabriel Sidler

À lire :

Leo Löwenthal, Norbert Guterman, *Les prophètes du mensonge*, Paris, La découverte, 2019



In memoriam

Toni Morrison (1931-2019)

Essayiste, romancière et professeure à l'université de Princeton, Toni Morrison publie son premier roman, L'œil le plus bleu, en 1970. En 1988, Morrison gagne le prix Pulitzer pour Beloved et, en 1993, le Prix Nobel de littérature. Nous publions ici un femmage rédigé par Karina Griffith, artiste noire canadienne pour le site « Contemporary & », qui dit sa dette envers Morrison, comme militante et comme écrivaine.

Tout le monde se souvient du premier roman de Toni Morrison qu'il ou elle a lu. L'expérience est si intime et viscérale que l'on peut physiquement sentir le monde changer autour de nous grâce à son récit si personnel de la condition noire.

Une des plus grandes contributions de Morrison à l'art noir et à la fiction historique américaine est son expression de nos particularités au travers de la langue. Le vocabulaire, les dialectes et les façons de parler que Morrison crée pour exprimer les complexités des Noir·e·s sont inoubliables.

Seconde langue maternelle

Nous utilisons ses propres mots pour son éloge funèbre, car qui pourrait mieux l'exprimer? En partageant des citations toutes prêtes à être postées sur Instagram, nous essayons de revivre les moments où nous nous sentions enveloppés dans une de ses phrases, pris dans une logique et un lyrisme spécifiquement noirs. Pour nous, ses mots sont comme une seconde langue maternelle, elle nous a appris une nouvelle manière de parler au travers d'une multitude de perspectives noires.

Lire les textes que Morrison a consacrés à l'écriture est une expérience encyclopédique. Combien de textes pourraient porter comme épitaphe la célèbre citation de son discours de 1981 nous enjoignant à écrire les histoires que nous voudrions lire? Elle a enseigné par l'exemple, nous montrant comment être profonde en écrivant sur des familles noires. Dans sa vie per-

sonnelle et dans ses textes, elle défendait les mères célibataires. Morrison écrivait à propos de toutes les sortes de famille, en ne se contentant pas de parler de la classe et de la race. Les détails qu'elle crée et partage font écho à nos propres singularités, un privilège de la complexité rarement accordé au sujet noir dans les espaces blancs.

Morrison nous semble si proche parce qu'elle écrit sur la famille de la manière la plus directe qui soit. La précarité si déchirante de Pecola dans *The Bluest Eye* (*L'œil le plus bleu*, 1970), le sacrifice ultime de Sethe dans *Beloved* (1987), la recherche de la vérité à la fois persistante et désintéressée de Milkman dans *Song of Solomon* (*Le chant de Salomon*, 1977)...

Écrire la complexité

La complexité des pathologies mentales des Noir·e·s, si souvent ignorées, et avec des conséquences fatales, par des institutions structurellement racistes, reçoivent une attention particulière dans les romans de Morrison. Ses mots créent une relation intime avec ses lectrices·eurs telle que chacune de nous a le sentiment d'avoir un lien personnel, non seulement avec les lieux et les personnes de ses histoires, mais également avec elle.

Dans notre deuil, nous adoptons Morrison comme une tante ou une grand-mère honorifique, et tout comme aux funérailles des membres de notre propre famille, nous apprenons beaucoup sur Toni Morrison au moment de sa mort. Chacun·e de nous se

plonge dans les détails de sa vie tandis que nous pleurons son langage, ses paroles. Car, si Morrison scintille dans toutes les pages qu'elle a écrites, les entretiens qu'elle accordait étaient eux aussi très réussis.

Le feu et la grâce

Nous avons la chance d'avoir des enregistrements d'elle dans lesquels elle ne se contente pas simplement de répondre aux questions, mais où elle se lance dans un travail d'analyse de ces mêmes questions. Nous l'avons vue par exemple dénoncer le racisme dans la question d'une journaliste (dans un entretien de 1998 où Jana Wendt demande à Morrison quand elle va construire ses romans autour de personnages blancs). On doit imaginer le feu qui devait consumer celle qui venait alors de recevoir le Prix Nobel de littérature pour apprécier sa grâce, son intelligence et sa retenue en ce moment comme en beaucoup d'autres.

Dans le chagrin de l'avoir désormais perdue, nous nous raccrochons à ces témoignages car nous avons nous aussi en nous un feu qui nous consume de l'intérieur, et, d'une manière totalement inédite, Toni Morrison souffle sur nos flammes pour les attiser et nous encourager à en libérer toute la puissance dans nos propres textes.

Karina Griffith

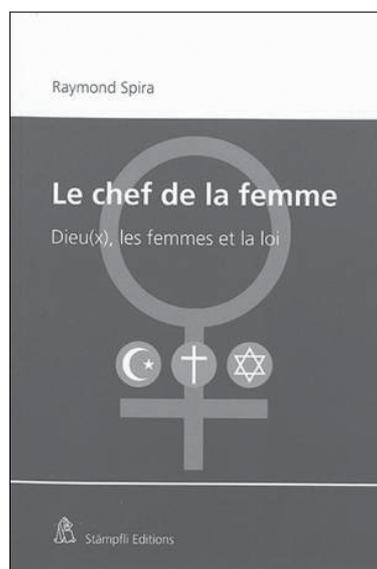
*Artiste, curatrice et chercheuse
(trad. par AC)*

Ce texte est paru initialement sur Contemporary And (C&), www.comptemporaryand.com. Nous remercions l'auteure et la revue de nous avoir autorisé à le reproduire.

Le chef de la femme**Raymond Spira**

Berne, Stämpfli, 2019

273 pages



L'ancien juge fédéral socialiste Raymond Spira entreprend dans son dernier livre d'analyser le rapport entre prescriptions religieuses et inégalités entre les femmes et les hommes. Le sujet est périlleux car le risque de tomber dans le cliché n'est jamais loin, qu'il s'agisse de justifier les inégalités entre genres au nom de la tradition et de la liberté de croyance, ou au contraire de tomber dans une méfiance à l'égard de populations immigrées au nom de l'égalité (il suffit de penser à la récupération du terme de «laïcité» par la droite réactionnaire française).

Avec son bagage de juriste et la distance de l'incroyant curieux des croyances, comme il se définit lui-même, Raymond Spira scrute et cite les textes, du Code d'Hammourabi dans la Babylone du 2^e millénaire avant l'ère chrétienne et des écrits de l'antiquité gréco-latine aux textes fondateurs du judaïsme, du christianisme et de l'Islam. Il prend soin de rappeler qu'il faut se méfier des traductions et de l'interprétation littérale, et replacer les textes dans leur contexte. Son livre est un appel à relire Spinoza, qu'il cite à plusieurs reprises, pour rappeler fort à propos que si divinité il y a, les prescriptions et lois ne sont toujours que le fait des hommes. Pour s'en rendre compte, il suffit d'ailleurs de constater la constance avec laquelle ces lois s'attachent à contrôler les femmes dans leur intimité et à leur assigner un rôle subalterne. Raymond Spira livre en fin de compte un nouveau plaidoyer pour l'État de droit et la démocratie. *AT*

Les Soviets en Russie, 1905-1921**Oskar Anweiler**

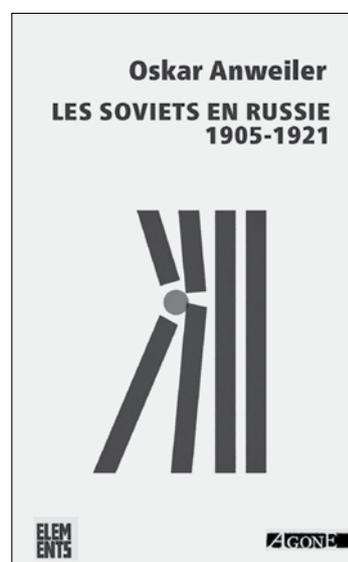
Marseille, Agone, 2019

537 pages

Le livre d'Oskar Anweiler sur les conseils russes de 1905 et 1917-21 était depuis longtemps devenu quasiment introuvable, sauf chez les meilleurs bouquinistes. Publié en allemand en 1958, il n'avait été traduit en France qu'en 1972, chez Gallimard, grâce à un concours d'intérêts assez divergents. Entre le traducteur, Serge Bricianier, militant conseilleriste et traducteur de Pannekoek, le préfacier, Pierre Broué, trotskyste plus ou moins dissident et spécialiste de la révolution allemande, et l'éditeur, Pierre Nora, plutôt animé par une forme d'antistalinisme libéral, il y avait en effet peu de choses en commun.

La réédition par Agone répond elle aussi à des considérations politiques précises, qui transparaissent dans la nouvelle préface rédigée par Éric Aunoble. Au travers de la figure des conseils, il s'agit aujourd'hui de réhabiliter dans le même temps la nécessité de se doter d'une organisation politique et la nature de classe de celle-ci.

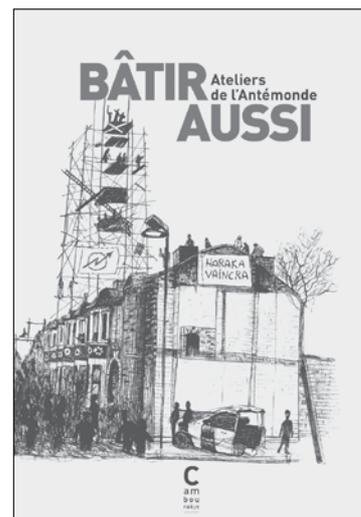
Ces considérations politiques effacent un peu l'ouvrage fondateur d'Anweiler, l'un des premiers qui suit la déstalinisation et l'ouverture de certaines archives. C'est un examen extrêmement minutieux des Soviets, qui émergent d'abord lors de la révolution de 1905, avant de se déployer pleinement, quoique brièvement, après la révolution de février 1917. L'un des enjeux historiques et politiques de ce travail est de comprendre le rôle exact du Parti bolchévique dans la destruction des Soviets. À cette question, Anweiler apporte une réponse nuancée et, surtout, historicisée. *AC*

**Bâtir aussi****Ateliers de l'Antémonde**

Paris, Cambourakis, 2018

256 pages

En 2011, les révoltes des « Printemps arabes » ont pris de l'ampleur et les bouleversements révolutionnaires se sont étendus à toute l'Europe, renversant États et économie capitaliste et suscitant une période d'instabilité et d'expérimentation sociale tous azimuts. Dix ans plus tard, quelle(s) société(s) surgissent des ruines de l'ancien monde ?



C'est sur la base de cette simple mais vertigineuse hypothèse de travail que les Ateliers de l'Antémonde, projet d'écriture militant et collectif, engagé une exploration de la multiplicité des devenir révolutionnaires au moyen d'une stimulante science-fiction du futur immédiat. Ancrés dans les vécus individuels (personnels et politiques) de ses rédactrices-eurs, au plus proche du quotidien et de ses besoins matériels, leurs textes sont délibérément orientés vers la recherche positive de solutions pratiques et d'« imaginaires enthousiastes », refusant par parti pris de se limiter à l'énumération des évidents obstacles au projet d'émancipation sans pour autant les ignorer.

Au fil des pages de ce recueil de nouvelles proposant autant d'instantanés (la journée d'une réparatrice itinérante de lave-linge, le fonctionnement d'une manufacture autogérée de production de vélo, la gestion des relations avec les dernières-iers « récalcitrant-e-s » attaché-e-s à l'« Antémonde », le monde d'avant la révolution, etc.) se dévoile un panorama impressionniste de réflexions et de pratiques en mouvement, jamais dogmatique et très loin des Utopies classiques et de leurs programmes bien planifiés. *GS*

Vu, Cévu**LA SUISSE, LEADER DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE****Illustrations**

À l'occasion des trente ans du vote historique de l'initiative du GSsA sur l'abolition de l'armée suisse (voir notre entretien en page 6), ce numéro a été illustré d'une série de photographies documentant le plus haut fait d'armes de l'histoire moderne de ladite armée: la fusillade du 9 novembre 1932 à Genève. Lors d'une manifestation convoquée par le mouvement ouvrier en protestation contre une réunion du mouvement fasciste de Georges Oltramare « Union nationale », l'armée suisse tira sur la foule, faisant 13 morts et 64 blessés.

JAB

CH-1002 Lausanne

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

**PAGES
DE
GAUCHE**

Paul Levi, l'occasion manquée
Une conférence de Vincent Prémey



Le samedi 5 octobre 2019 à 11h
à la Librairie Basta
(rue du Petit-Rocher 4, Lausanne)
Plus d'infos sur :
www.pagesdegauche.ch & www.librairiebasta.ch

Figure centrale du mouvement ouvrier européen et de la révolution allemande de 1918, Paul Levi représente dans cette tradition une voie originale qui mérite d'être redécouverte. Le militant syndical Vincent Prémey, co-auteur avec Jean-François Claudon d'un petit livre, viendra présenter les enjeux que pose aujourd'hui la figure de Paul Levi.

À lire : Jean-François Claudon, Vincent Prémey, *Paul Levi, l'occasion manquée*, Éditions de Matignon, 2017.